


# La Manif Pour Tous tire un premier bilan à mi-parcours des états généraux de la bioéthique :

 lamanifpourtous.fr/actualites/cp-douche-froide-promoteurs-de-pma-pere-de-gpa

March 19, 2018

- Forte participation dans les « *débats-citoyens* » malgré les dysfonctionnements constatés dans l'organisation
- Un thème omniprésent : le débat sur la procréation (PMA sans père et GPA) qui occupe plus de la moitié des réunions publiques
- Forte expression, aux quatre coins de la France, de l'attachement citoyen aux droits des enfants d'avoir un père et une mère
- Affirmation claire et largement partagée du rôle irremplaçable du père et de l'injustice pour l'enfant d'être sciemment privé d'amour paternel
- Outre les droits de l'enfant, les motifs de réserve et d'opposition claire à la PMA sans père et à la GPA développés par les participants dans les réunions publiques sont très divers (besoins affectifs et éducatifs des enfants, conséquences sociales, risque de marchandisation de la procréation, détournement de la médecine, éthique...)



**Conclusion : on est très loin de ce qu'annonçaient les partisans de la PMA sans père qui affirmaient que ce n'était même plus un sujet de débat pour les Français. Si un consensus tend à se dégager, c'est en fait en faveur de la prise en compte et du respect des besoins et droits de l'enfant : le rôle de l'Etat est de garantir aux enfants nés par PMA le droit d'avoir un père et une mère. Professionnels de santé et de l'éducation, observateurs, associations et journalistes partagent ce constat, comme en témoignent de récents articles de la presse régionale ou d'investigation.**

Très favorable à l'idée que les Français puissent réfléchir « *au monde que nous voulons pour demain*<sup>[1]</sup> » et élaborer ensemble un projet répondant aux besoins des générations à venir, La Manif Pour Tous suit avec une grande attention la consultation citoyenne en cours partout en France.

Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) a mis à l'ordre du jour de ces états généraux 2018 neuf sujets : un nombre impressionnant compte-tenu de leur complexité et des enjeux humains immenses que chacun d'eux implique.

Le Président de la République Emmanuel Macron ayant souligné l'importance de ces débats publics et son souhait d'un « large consensus » en vue de la révision de la loi de bioéthique, le CCNE a également prévu des « débats-citoyens » nettement plus nombreux qu'en 2009, année des derniers états généraux de la bioéthique.

Malgré l'ampleur des sujets à traiter, et contrairement à ce qui était d'abord prévu, l'un

d'entre eux est traité dans toutes les régions : celui de la procréation avec, en particulier, la question de la PMA en l'absence de père pour l'enfant, c'est-à-dire pour les femmes seules et pour les couples de femmes.

**« La Manif Pour Tous note que sur le total des trois premiers mois, plus de 50% des débats-citoyens portent sur la procréation (PMA sans père et GPA). Loin d'un consensus en leur faveur, ces sujets font plus que jamais débat dans la société »** observe Ludovine de La Rochère, Présidente de La Manif Pour Tous. **« Dans toutes les réunions ouvertes à la participation du public, les participants s'expriment le plus souvent de manière argumentée et posée, dans un climat d'écoute de la part des organisateurs comme des participants. Nous ne pouvons que nous réjouir de voir que malgré la complexité des sujets et les difficultés souvent rencontrées pour connaître l'agenda des réunions et les modalités de participation, la mobilisation pour les débats-citoyens est importante partout en France. Cela traduit la vigilance citoyenne sur ces sujets et l'attachement aux droits des enfants »** poursuit-elle.

La Manif Pour Tous a ainsi constaté une très large opposition des participants à l'idée de légaliser la PMA en l'absence de père pour l'enfant : d'une manière générale, pour quelques prises de parole favorables, de nombreuses personnes – parfois plusieurs dizaines – exposent au contraire les graves et nombreux problèmes en cause et **leur souhait que la France soit respectueuse de l'anthropologie, de la finalité de la médecine et de ses engagements internationaux. C'est ce qui ressortait du sondage Ifop publié au début de ces états généraux de la bioéthique : les deux tiers des Français (64%) estiment que l'Etat doit garantir aux enfants nés par PMA le droit d'avoir un père et une mère\***. Dans la même étude, plus des trois quarts des Français estimaient qu'un débat serein et apaisé sur la PMA et la GPA ne serait pas possible avant au moins quelques années. Et seul un Français sur dix (10%) estimaient que de tels débats ont pour conséquence de rassembler les Français.

En ce qui concerne les autres enjeux des états généraux de la bioéthique, fondamentaux eux aussi, La Manif Pour Tous regrette la part très restreinte qui leur reste, y compris sur l'intelligence artificielle, les neurosciences, la médecine prédictive ou encore la fin de vie.

\* [http://www.ifop.com/?option=com\\_publication&type=poll&id=3952](http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3952)

[1] Thème des états généraux de la bioéthique 2018